



Constitution de La Fédération des Deux Rives Etat Pied-Noir

Préambule :

Nous, Pieds-Noirs, Peuple et Nation du Monde Méditerranéen et de la Mer Noire, peuple issu de l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc)

Sommes résolus :

- à préserver nos générations futures du fléau des guerres fratricides, des génocides, des exodes, des spoliations, du chômage, de la faim, de la pauvreté, des dispersions,
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, ainsi que ceux des nations, grandes et petites,
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international,
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

Et, à ces fins :

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix les uns avec les autres,
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales,
- à faire valoir les principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt général,
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social,

D.

P.G.

JB
PC

JA Po

En conséquence, nos représentants désignés, réunis en la ville de Nice, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Constitution organisée sur le fondement des textes internationaux suivants :

- La Charte de l'Organisation des Nations Unies établie à San Francisco le 26 juin 1945,
- La Convention concernant les droits et devoirs des Etats, adoptée par la septième Conférence internationale américaine signée à Montevideo le 26 décembre 1933.
- La Déclaration universelle des droits de l'homme proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948,
- La Charte de l'Organisation des Nations et des Peuples non représentés Unrepresented Nations and Peoples Organization -signée à La Haye, au Palais de la Paix le 11 février 1991, approuvant les principes suivants inscrits dans ses statuts : les droits de l'homme, l'autodétermination, la démocratie, la non-violence, l'écologie.
- La Déclaration Universelle des Droits des Peuples signée à Alger le 4 juillet 1976.

Titre I : la Nation

Article 1^{er} :

La Nation issue du Peuple Pied-Noir est indivisible.

Elle se compose de toutes les personnes, mortes ou vivantes, originaires d'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) où leurs aïeux se sont enracinés au fil des générations et où ils ont fait souche à partir du II^{ème} siècle, date de l'implantation de leur importante composante de confession juive.

Elle se compose aussi de toutes les générations nées en exil, comme des générations à venir.

Consécutivement à la politique d'abandon de ces départements, provinces et protectorats menée par la France en dépit du caractère

inaliénable de son territoire, la Nation Pied-Noire a subi au cours du vingtième siècle un génocide organisé, en raison des accords d'Evian non respectés, un exode massif, des spoliations de toutes sortes, des enlèvements des plus faibles de ses citoyens. La diaspora qui a suivi les a contraints à s'établir en France, en Espagne, en Israël et sur les cinq continents.

En vertu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la Nation Pied-Noire se constitue en un Etat laïc et démocratique, établi au bord de la Méditerranée sur le modèle du monacamérisme, qui regroupe dans une fédération les unités territoriales réparties dans toutes les parties du monde où existe une communauté de Pieds-Noirs. Cette fédération prend le nom de :

Fédération des Deux Rives
Etat Pied-Noir

L'Etat ainsi fédéré assure l'égalité de tous et de toutes devant la loi.

La double nationalité peut être acquise à tout citoyen qui en justifie, selon les dispositions du code de la nationalité.

Titre II : De la légitimité et la souveraineté

Article 2 :

L'Etat Pied-Noir tire sa légitimité de la volonté de son peuple.

Il proclame son attachement aux principes généraux dont s'inspirent les déclarations et conventions internationales citées dans le préambule de la présente Constitution. Il adopte ces principes comme sources de droit et de lois, et entend tirer également sa légitimité de leur respect.

L'ensemble de ces textes de référence l'assurant du droit à l'existence et à l'autodétermination, le fonde à prétendre aux droits à l'économie, à la culture, à l'environnement, de même qu'aux droits aux ressources naturelles et à ceux des minorités.

Article 3 :

La souveraineté réside dans la Nation qui l'exerce par les différents moyens de participation et les institutions établis par la présente Constitution sur le fondement des principes de valeur universelle régissant les démocraties.

Sur le fondement de ces principes, l'Etat assure l'égalité de tous les citoyens devant la loi, sans distinction d'origine ou de religion, ainsi que leur égal accès aux mandats électoraux, aux fonctions électives et aux emplois administratifs.

Article 4 :

Les associations créées au sein du Peuple Pied-Noir, les partis et groupements politiques qui y seront constitués et dont l'existence sera officiellement reconnue, concourant à l'expression du suffrage universel, doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie.

Article 5 :

La langue officielle de l'Etat est la langue française ; les autres langues nationales comme l'Espagnol, l'Italien ou l'Hébreu couramment usitées sont reconnues comme telles.

L'emblème national est le drapeau jaune et bleu sur fond blanc, portant, en son milieu, l'image symbolique de la rencontre des peuples des rives de la Méditerranée.

L'hymne national est inspiré de la XI^{ème} suite de G.F. Haendel.

La devise nationale est « la paix pour seul combat ».

La fête nationale est célébrée le 13 mai.

Le 26 mars et le 5 juillet sont jours de deuil national.

Article 6 :

La souveraineté appartient au Peuple qui l'exerce pleinement par ses représentants au sein de l'Assemblée nationale, élus au suffrage

universel, égal et secret, aucune fraction du peuple, aucun individu, ne peut s'en attribuer l'exercice.

Sont électeurs tous les citoyens de l'Etat, majeurs et des deux sexes qui jouissent de leurs droits civils et politiques.

Titre III : Le Chef de l'Etat

Article 7 :

Le Chef de l'Etat veille au respect de la Constitution et assure la continuité de l'Etat.

Il est le garant de l'indépendance de la Nation, de l'intégrité de son territoire et du respect des traités internationaux.

Article 8 :

Le Chef de l'Etat est élu pour sept ans, à la majorité des suffrages exprimés par l'ensemble des députés composant l'Assemblée nationale.

En cas de décès ou d'empêchement définitif, ses fonctions sont provisoirement exercées par le Président de l'Assemblée nationale, et le scrutin pour l'élection du nouveau président a lieu dans le délai de quarante jours après l'ouverture de la vacance.

P.G. Il ne peut être fait application de l'article 17 de la Constitution durant la vacance du Chef de l'Etat.

Article 9 :

Le Chef de l'Etat nomme le président du Conseil des ministres, chef du Gouvernement, trois des membres du Conseil d'Etat, dont son

président, et les membres du Gouvernement sur la proposition du président du Conseil des ministres,

Selon le cas, il accepte la démission du Gouvernement ou met fin aux fonctions de ministres démissionnaires, sur présentation de leur démission.

Article 10 :

Le Chef de l'Etat promulgue les lois dans le mois suivant leur adoption par l'Assemblée nationale.

Il peut, avant l'expiration de ce délai, demander à l'Assemblée nationale une nouvelle délibération de la loi.

Il peut dissoudre l'Assemblée nationale après consultation de son Président et du Président du Conseil des ministres, à l'expiration de la première législature.

Article 11 :

Le Chef de l'Etat signe les nominations aux emplois supérieurs de l'Etat décidées en Conseil des ministres qui sont contresignées par ce dernier et, le cas échéant, par les ministres responsables.

La loi détermine les différents emplois des administrations de l'Etat qui sont pourvus soit en Conseil des ministres, soit par délégation du Chef de l'Etat.

Article 12 :

Le Chef de l'Etat accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des Etats étrangers, proposés par le président du Conseil des ministres.

Les ambassadeurs et envoyés extraordinaires étrangers sont accrédités auprès de lui.

Article 13 :

Le Chef de l'Etat communique par message avec l'Assemblée nationale devant laquelle il peut prendre la parole en cas de nécessité et après consultation du Conseil d'Etat.

Article 14 :

Le Chef de l'Etat a le droit de faire grâce à titre individuel.

Titre IV : Le Gouvernement

Article 15 :

Le Gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation.
Il dispose de l'administration et de la force publique.

Article 16 :

Le Président du Conseil des ministres dirige l'action du Gouvernement, responsable de la sécurité nationale et du renseignement.

Ses actes sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution.

Le Président du Conseil des ministres veille à la bonne exécution des lois et des règlements.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres.

Article 17 :

Le Président du Conseil des ministres peut, après délibération dudit Conseil, engager devant l'Assemblée nationale la responsabilité du Gouvernement sur son programme ou une déclaration de politique générale.

Le vote d'une motion de censure résultant de cette mise en cause n'est possible, à l'issue seulement de la première législature, que si la motion est signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée nationale et ne peut être acquis qu'à la majorité de ses membres.

Article 18 :

Les fonctions de membre du Gouvernement sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat de député, de tout emploi public ainsi que de toute activité ou toute représentation professionnelle à caractère national.

Article 19 :

Les membres du Gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions devant la Haute Cour de Justice.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

Titre V : L'Assemblée Nationale

Article 20 :

L'Assemblée nationale vote la loi.

Elle est composée des députés élus au suffrage universel direct sur l'ensemble des unités territoriales qui constituent la Fédération des Deux Rives.

Son Président est élu à la majorité des membres de l'Assemblée pour sept ans, durée de la législature.

Article 21 :

Une loi organique détermine, en application de l'article précédent, la durée des pouvoirs de l'Assemblée nationale, le nombre de ses membres, le mode d'élection des députés de la Fédération des unités territoriales, ainsi que les règles communes d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités.

Cette loi fixe également le règlement de l'Assemblée, incluant les obligations de présences auxquelles ses membres sont soumis, et les conditions dans lesquelles s'exerce, en cas de vacance de siège, le remplacement de son titulaire jusqu'au renouvellement général ou partiel.

Article 22 :

Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut être poursuivi, arrêté, détenu ou jugé pour ses opinions ou votes émis dans l'exercice de ses fonctions électives, ni faire l'objet, en matière pénale, d'une arrestation ou de toute mesure privative ou restrictive de liberté qu'avec l'autorisation de l'Assemblée, sauf en cas de crime ou délit flagrant.

Article 23 :

Le droit de vote des membres de l'Assemblée Nationale est personnel. A titre exceptionnel, une délégation de vote, peut être donnée à un de ses membres par un autre.

Article 24 :

L'Assemblée nationale se réunit de plein droit en session ordinaire annuelle, des mois d'octobre à juin, selon le calendrier établi en fonction du programme qu'elle se fixe.

Elle se réunit également en session extraordinaire, pour un ordre du jour déterminé, à la demande du Chef de l'Etat, du Président de l'Assemblée nationale ou de la majorité de ses membres.

Article 25 :

La loi fixe les règles qui s'appliquent dans tous les domaines de la vie économique et sociale.

L'initiative des lois appartient concurremment au Président du Conseil des ministres et aux membres de l'Assemblée Nationale.

Les matières autres que celles du domaine de la loi présentent un caractère réglementaire. Leur champ d'application, relevant exclusivement du pouvoir exécutif, est délimité par le Conseil d'Etat.

Article 26 :

Les projets de loi délibérés en Conseil des ministres sont déposés sur le bureau de l'Assemblée puis examinés en commission spécialisée avant d'être soumis au vote.

P.G. Les propositions de loi émanant des membres de l'Assemblée nationale sont soumises aux mêmes formalités.

J. Les membres de l'Assemblée nationale et le Gouvernement ont le droit d'amendement qui s'exerce en séance ou en commission, selon les conditions fixées par le règlement.

GB
PC

A P. L

Titre VI : Le Conseil d'Etat

Article 27 :

Le Conseil d'Etat comprend sept membres :

- trois membres, dont son Président, nommés par le Chef de l'Etat,
- deux membres nommés par le Président de l'Assemblée nationale,
- deux membres nommés par le Président du conseil des ministres.

Leur mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable

Les fonctions des membres du Conseil d'Etat sont incompatibles avec celles de ministre ou de membre de l'Assemblée Nationale.

Article 28 :

Le Conseil d'Etat veille à la régularité de l'élection du Chef de l'Etat ainsi qu'à celle des membres de l'Assemblée nationale.

Les lois organiques votées par l'Assemblée nationale lui sont soumises avant leur promulgation.

Il en est de même de toute loi ordinaire, sur demande spéciale du Gouvernement.

Une loi organique fixe les conditions d'application du présent article.

Titre VII : l'Autorité Judiciaire et la Haute Cour

Article 29 :

Le Chef de l'Etat est garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire.

Il est assisté par le Conseil Supérieur de la Magistrature comprenant des formations compétentes à l'égard de chaque ordre de juridiction.

Une loi organique, portant statut des magistrats, fixe sa composition et son fonctionnement.

Article 30 :

Le Chef de l'Etat ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat.

Sa destitution est exceptionnellement prononcée par l'Assemblée nationale et le Conseil des ministres constitués en Haute Cour de Justice.

Une loi organique fixe la composition et le fonctionnement de la Haute Cour de Justice ainsi que les conditions d'application de la destitution.

Titre VIII : La Francophonie

Article 31 :

La Fédération des Deux-Rives s'associe aux Etats et peuples qui ont le français en partage et sera candidate pour siéger à la Francophonie.

Titre IX : La neutralité

Article 32 :

L'Etat observera une stricte neutralité dans les relations internationales à l'exception de cas où son territoire, ou ses concitoyens, seraient menacés dans leur existence.

Titre X : La révision de la Constitution

Article 33 :

L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au Chef de l'Etat, au chef du Gouvernement et au Président de l'Assemblée Nationale.

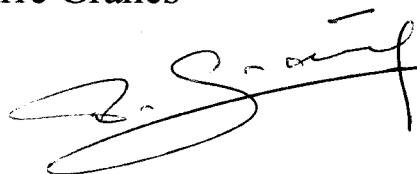
Une loi organique en fixe les conditions d'application.

Fait à Nice , le 5 octobre 2017

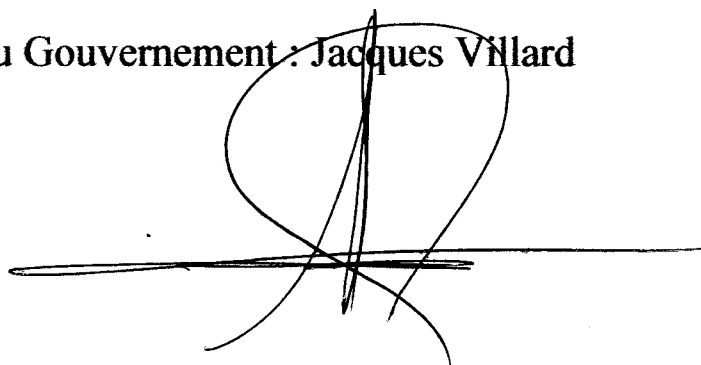
Par,

Les auteurs de la Constitution :

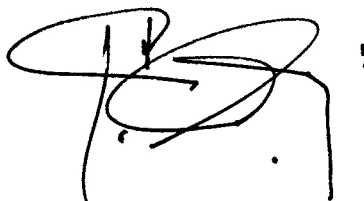
Le Chef de l'Etat : Pierre Granès

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'P. Granès', written in a cursive style.

Le Chef du Gouvernement : Jacques Villard

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'J. Villard', written in a cursive style with a large loop.

Le Président de l'Assemblée Nationale : Christian Schembré

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Schembré', written in a cursive style.A second handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. Schembré', written in a cursive style.

Le Vice-président de l'Assemblée nationale : Pierre Courbis

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large loop followed by a horizontal stroke and a small vertical tick at the end.

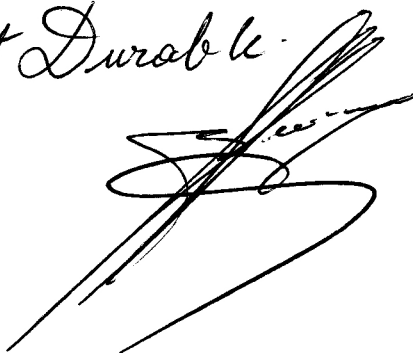
Le Président du Conseil d'Etat : Gérard Berrier

A handwritten signature in black ink, featuring several sharp, vertical strokes followed by a long, sweeping diagonal stroke.

Le Ministre de la Justice : Pascal Oudin

A handwritten signature in black ink, showing a large, circular loop followed by a vertical stroke.

*Le Ministre du Territoire, de l'Environnement et
du Développement Durable.*

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized 'S' shape with a horizontal stroke across the middle.